

Réponse de Bouygues Telecom à la Consultation publique de l'ARCEP sur le déploiement et la mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique.

Juin 2008

Synthèse

La présente consultation de l'Autorité sur les aspects pratiques du déploiement de réseaux en fibre optique, à savoir le point de mutualisation et le projet de convention-type, offre à Bouygues Telecom l'occasion de revenir plus globalement sur la question de fond, à savoir la couverture de la France en Très Haut Débit.

Les enjeux d'une infrastructure de communications électroniques de couverture nationale en THD sont considérables pour un développement harmonieux de notre pays, aussi bien au plan économique que sociétal, dans un environnement international féroce où il est essentiel de favoriser compétitivité et innovation, de façon à maintenir croissance et emploi.

Le déploiement de la fibre au niveau national est, à ce titre, pour le 21^{ème} siècle, un enjeu au moins aussi important que l'a été celui, au 20^{ème} siècle, du cuivre qu'il s'agit de substituer, enjeu que l'on mesure d'autant mieux *a posteriori*.

Un tel objectif est donc bien une nécessité pour notre pays.

Mais ce déploiement national de la fibre sera :

- Long, hors le déploiement sur quelques grandes villes,
- Très coûteux, et risqué pour les opérateurs : eu égard aux investissements considérables à réaliser, il est irréaliste de penser que les 3 ou 4 acteurs identifiés aient tous la capacité d'assumer un déploiement national, fût-il coordonné ; plus probablement, France Télécom est le seul opérateur à en avoir les moyens, au-delà d'un certain nombre d'initiatives publiques locales probables,
- Incomplet, le jeu concurrentiel ou les critères de rentabilité laissant subsister de larges zones blanches, d'où une fracture numérique préjudiciable à un développement harmonieux du

territoire ; d'autres technologies, notamment d'accès radio (de type OFDM : WIMAX ou LTE), viendront certainement compléter transitoirement la fibre, mais sans les mêmes performances, dans les zones d'habitat diffus,

- Et, *In fine*, se terminera par un quasi monopole de France Télécom, l'opérateur qui détient les fourreaux ayant tous les moyens de reconstituer son monopole.

Face à un tel constat, connu de tous, l'Autorité propose un modèle de développement concurrentiel-coordonné.

Un tel modèle nous paraît à la fois :

- complexe, voire inapplicable, car dans la pratique il sera très difficile, sur l'ensemble du territoire, d'aboutir à une définition des zones de mutualisation en fonction de paramètres qui ne sont pas homogènes ; en outre, la problématique d'allocation des zones devrait se traduire par des centaines ou milliers d'appels d'offres, dont beaucoup risquent d'être infructueux ; la couverture du territoire en THD sera donc très probablement incomplète, laissant de vastes zones blanches,

- théorique, voire intellectuel, dans la mesure où il fait abstraction de la réalité actuelle, où France Télécom détient le monopole de l'infrastructure de la boucle locale cuivre, ainsi qu'un capital considérable d'infrastructures de génie civil et de fibres optiques qui le placent en position super dominante face aux autres acteurs pour aborder le déploiement de la fibre ; à cette asymétrie énorme au niveau des infrastructures, renforcée par la détention de toutes les informations sur la cartographie de celles-ci, s'ajoute une position également super dominante sur le marché de détail : FT détient aujourd'hui de l'ordre de la moitié du marché du haut débit et plus des deux tiers du marché de la téléphonie, ce qui lui donne un avantage marketing considérable. Connaissant parfaitement ses abonnés, en ce compris leurs adresses et leurs usages, il lui est aisé de cibler finement les immeubles pertinents et « d'écrémer » les clients pour le déploiement de la fibre. Enfin, sa présence sur le terrain, impossible à répliquer, tant au niveau des relations avec les collectivités locales, avec les gestionnaires d'immeubles, qu'à celui des agences commerciales, complète le panorama de cette super domination de l'opérateur historique, qui explique que seul FT est

capable de déployer significativement la fibre sur le territoire : en effet, c'est bien sur ces terrains (infrastructure existante, présence locale et marketing) que se jouera le déploiement du Très Haut Débit. Dans ces conditions, sauf à mettre en place une asymétrie à la mesure des avantages détenus par FT, un déploiement concurrentiel de la fibre apparaît bien comme un leurre, car le monopole se recréera de toute façon,

-Incomplet, voire complaisant envers FT, dans la mesure où il néglige l'impact de la technologie employée sur la capacité d'opérateurs de services à se déployer ultérieurement : en effet, le GPON, qui conduit à intégrer dans les box des éléments actifs pilotés par l'opérateur primo accédant (FT en l'occurrence), constitue un obstacle au jeu de la concurrence car il limite sur le long terme toute solution de dégroupage et de différenciation par les équipements d'extrémité ; si cette technologie GPON peut être considérée comme une bonne solution pour minimiser les coûts, c'est essentiellement dans les zones les moins rentables qu'elle se justifierait : dans les zones les plus rentables, le P2P se justifie pleinement ; or FT a fait le choix inverse pour démarrer son déploiement, lequel commence logiquement par les zones les plus rentables ; ce qui n'est pas acceptable au regard des objectifs poursuivis par l'Autorité,

- et utopique, dans la mesure où il est illusoire de penser qu'il permettra la couverture homogène du territoire en fibre, au-delà des zones urbaines pour lesquelles il semble avoir été conçu, dès lors que les perspectives de rentabilisation des investissements s'éloigneront, à commencer pour l'opérateur historique, soumis lui aussi à des impératifs de rentabilité et *a fortiori* pour ses challengers, aux moyens plus limités et qui, au demeurant, ne peuvent rivaliser avec FT, du fait notamment de sa position dominante dans tous les domaines, telle qu'évoquée ci-dessus, en particulier son implantation sur tout le territoire, ses relations avec les collectivités, son image auprès de celles-ci et des copropriétés, l'asymétrie d'information sur son génie civil...

Aussi une telle approche se traduira-t-elle inéluctablement par un déploiement concurrentiel et complémentaire sur quelques zones urbaines privilégiées, laissant ailleurs le champ libre à l'opérateur historique pour répliquer, à son rythme, dans la fibre le monopole qu'il détient sur le cuivre, déployé en d'autres temps, dans des

conditions institutionnelles différentes. En d'autres termes, elle cautionne sans le dire la stratégie actuelle de FT dans la fibre, qui tend à reconstituer ce monopole, a fortiori s'il utilise une technologie GPON, certes plus économique, mais difficilement dégroupable, comme développé ci dessus.

Au contraire, pour un déploiement rapide et le plus efficient possible, Bouygues Telecom prône une approche plus pragmatique, s'appuyant sur quelques constats simples :

1/ il faut admettre qu'il existe une limite à la concurrence par les infrastructures : le déploiement du très haut débit s'effectuera de façon différenciée, selon la densité de l'habitat,

- Dans les zones urbaines les plus importantes, par un déploiement concurrentiel, qu'il s'agira d'encadrer afin d'éviter les abus de position dominante en favorisant la coordination, comme le propose l'Autorité, afin d'éviter les duplications d'infrastructures, mais aussi de « capitaliser » au mieux sur les infrastructures déjà en place,
- Sur les autres zones urbaines, de moindre attractivité pour le jeu concurrentiel, seul France Télécom sera en mesure d'assurer le déploiement, même si l'on peut également escompter un certain nombre d'initiatives de collectivités territoriales qui souhaiteraient un déploiement plus rapide ou plus étendu,
- Enfin, dans les zones rurales, ce seront les technologies les plus simples, parce que moins coûteuses, qui seront déployées, comme l'accès radio, ou la fibre aérienne... ; là encore, seuls FT ou des aménageurs locaux devraient être présents.

2/ il faut admettre et acter du monopole naturel de France Télécom et capitaliser au maximum sur l'existant, c'est-à-dire sur l'infrastructure de la boucle locale cuivre, sur l'architecture en place (fourreaux, fibres optiques, chambres...) et sur la capacité, les moyens, le savoir faire de France Télécom : ce sont des atouts formidables pour atteindre plus rapidement l'objectif de la couverture très haut débit,

3/ déployer une infrastructure nationale, facilité essentielle, n'est qu'un moyen et la fibre passive n'est pas un critère de différenciation entre acteurs : le vrai critère de différenciation réside dans les équipements actifs aux extrémités de la fibre, dans les

« box » ou au niveau des DSLAM. L'enjeu est bien de permettre au plus grand nombre de consommateurs d'accéder aux services et de favoriser l'exercice de la concurrence, ce qui suppose que les acteurs aient accès à une couverture nationale et qu'ils puissent se différencier par l'investissement dans les services, par les prix et la qualité de service,

4/ au plan de la rationalité financière, il serait plus pertinent de distinguer entre les infrastructures, très consommatrices en capitaux, avec des retours sur investissement longs, et les services, qui se renouvellent constamment, avec des cycles financiers à l'inverse très courts ; ces activités sont en effet caractérisées par des modèles économiques très différents, qui sont ainsi susceptibles d'attirer des acteurs économiques de nature différente : investisseurs institutionnels pour les réseaux, entrepreneurs (opérateurs) pour les services ; ce qui nous semble particulièrement le cas pour le déploiement national de la boucle locale en fibre optique, qui représente un investissement énorme, particulièrement au regard des revenus que les opérateurs de services peuvent attendre de leurs clients raccordés en très haut débit (de l'ordre de 30-40€ par mois).

Ce constat conduit aux recommandations suivantes :

1/ reconnaître un monopole national sur le déploiement de l'infrastructure ; de fait, France Télécom est le seul à pouvoir l'assumer, un déploiement optimal semblant devoir être répliqué sur la structure actuelle du réseau cuivre, avec localisation des NRO ou SRO aux NRA et SRA actuels,

2/ laisser au maximum ouverte l'échelle d'investissement :

- Dans un premier temps, commencer par favoriser le dégroupage par le haut du réseau, qui permet à la concurrence de s'installer par les services ; prendre toutes mesures nécessaires afin de garantir un accès de tous les opérateurs à cette infrastructure, dans le respect des règles d'équité ; a minima :
 - l'obligation d'offres de gros de type dégroupage au niveau des NRO,

- le traitement, indispensable, de la problématique technologique actuelle GPON/P2P, soit en imposant une obligation de transparence technologique, dont un moyen pourrait être une obligation de fibres surnuméraires en cas de PON, soit en interdisant l'architecture GPON. D'autant que d'autres technologies PON devraient permettre un multiplexage en fréquence totalement passif assurant les mêmes économies et la même souplesse de déploiement mais en assurant une interface transparente contrairement à GPON.
- Permettre un déploiement concurrentiel progressif en laissant place aux initiatives et à l'investissement des acteurs, là où un tel déploiement est économiquement justifié : à charge pour eux de les déterminer, selon un processus à définir ; a priori dans les zones très denses, voire denses ; dans les zones les plus rentables, cette phase a d'ailleurs déjà démarré de façon sauvage, justifiant l'intervention du régulateur ; mettre en place dans ces zones un déploiement coordonné selon certaines des modalités proposées par l'ARCEP (que nous commentons dans le questionnaire) ;

3/ instaurer, à l'instar de ce qui a été fait avec RTE et RFF, la séparation structurelle de l'opérateur historique, entre opérateur de réseau et opérateur de services, qui seule est en mesure de garantir une concurrence équitable ; ce qui devrait nécessiter l'intervention du législateur ; une telle séparation structurelle est, d'un point de vue théorique, la bonne solution ; dans la mesure toutefois où , aujourd'hui, la séparation structurelle paraît difficile à mettre en œuvre, aussi bien pour des raisons financières, techniques que politiques, à défaut et à tout le moins, une séparation fonctionnelle est indispensable.

Telles sont les conditions qui, selon Bouygues Telecom, sont les plus à même de permettre le déploiement national du Très Haut Débit, si l'objectif est bien la couverture nationale en THD et l'instauration d'une concurrence effective sur le long terme.

Les réponses de Bouygues Telecom à la consultation de l'Autorité figurent dans les documents ci après :

- **le questionnaire**, avec nos commentaires et recommandations, en particulier notre analyse du modèle relatif à la localisation du point de mutualisation (Q10), et la question de la définition de zones de mutualisation, où nous privilégions la proposition d'un opérateur de zone (schéma 2), en tant que de besoin dans les zones de déploiement concurrentiel, comme évoqué ci-dessus. La problématique essentielle, non abordée dans le questionnaire, pour un déploiement concurrentiel des services très haut débit est celle de l'accès des opérateurs de services à ces infrastructures, et donc des technologies déployées, en particulier le cas du GPON, qui sera un frein important pour le dégroupage.

- **Le projet de convention type**, avec, dans le texte, nos commentaires et propositions d'amendement ; à cet égard, il convient de mettre en exergue les points suivants :
 - L'Autorité propose de signer les conditions générales, puis de négocier les conditions spécifiques : nous considérons que les deux documents doivent être signés en même temps, sinon la négociation des conditions spécifiques risque d'être difficile et longue,

 - Telle qu'envisagée, la convention s'adresse aux copropriétés privées ; elle nous semble trop restrictive et doit viser également les bailleurs institutionnels ou sociaux, avec un schéma permettant la signature d'une convention cadre et de conventions particulières site à site,

 - La convention doit enfin privilégier le raccordement hors de l'immeuble, car il n'est pas envisageable de permettre l'intervention de multiples sous traitants dans les copropriétés ; elle doit en outre prévoir que l'adduction soit faite par l'opérateur du bâtiment.